

2. Quand la base vire à gauche

Le parti écologiste et ses militants

Par Andreas Ladner

Les Verts ont le vent en poupe. Leur victoire lors des élections fédérales de 2007 n'en est que le plus récent témoignage. A quoi doivent-ils ce «second printemps»? Les catastrophes naturelles et le réchauffement climatique ont-ils amélioré la cote du parti écologiste? Les Verts profiteraient-ils des tensions qui agitent les quatre grands partis gouvernementaux, offrant aux électeurs une alternative bienvenue? Ou faut-il chercher la clé de leur succès dans une stabilisation de leur base et un renforcement de leur organisation interne, le mouvement des débuts s'étant transformé pour devenir un véritable parti? Dans ce dernier cas, on pourrait parler d'une normalisation des Verts.

Nous allons tenter de répondre à cette question à l'aide de deux études concernant les partis locaux, sur lesquels l'Institut de sociologie de Zurich a enquêté à l'échelle suisse en 1989–1990 et en 2002–2003 (cf. www.socio.ch/par). Les Verts ont pris part à ces enquêtes, qui s'adressaient à la présidence des partis locaux. Dans les deux cas, plus de la moitié des partis locaux se réclamant des Verts y ont répondu, à savoir quarante en 1990 et septante-quatre en 2003³⁷.

Une croissance essentiellement due à l'adhésion des partis locaux

Tout comme les résultats aux élections, le nombre de membres constitue un indicateur du succès d'un parti. Il est cependant bien plus

37 Au total, près de deux mille cinq cents partis locaux ont participé à chacune des deux enquêtes. Les partis locaux de l'Alliance verte, (dix partis locaux en 1990, sept en 2007) et d'autres groupements verts alternatifs (trente-huit partis locaux en 1990), qui n'étaient pas intégrés à un parti cantonal, ont également été pris en compte. Ne se prêtant pas à la comparaison, ces données n'ont pas été retenues pour la présente étude. De même, il ne sera pas question ici des Jeunes Vert-e-s.

difficile de connaître ce chiffre avec exactitude que de compter les bulletins de vote. Les partis suisses ne disposent pas tous d'un fichier centralisé et ils ont parfois des difficultés à tenir leurs listes à jour. Les partis locaux suisses ne font pas tous la distinction entre membres et sympathisants – c'est en particulier le cas du Parti libéral-radical et du Parti démocrate-chrétien. Mais le refus d'un *statut de membre* clairement défini caractérise également certains groupuscules s'apparentant à des mouvements, tels que l'ont été les Verts à leurs débuts. Si l'on considère le nombre de partis écologistes locaux ayant introduit ce statut d'une enquête à l'autre, on peut effectivement parler d'un processus de formalisation, et partant, d'une normalisation. L'évolution n'est toutefois pas particulièrement marquée: alors qu'un tiers des partis locaux ne connaissait pas le statut de membre en 1990, ils sont toujours un quart dans cette catégorie en 2003 (cf. tableau 1).

Tableau 1: membres des partis (1990 et 2003)

	1990	2003	différence 1990–2003
Partis connaissant un statut de membre (pourcentage)			
PES	67,6	72,6	+5,0
PS	84,0	86,7	+2,7
PRD	59,1	59,3	+0,2
PDC	44,0	44,9	+0,9
UDC	76,1	70,2	-5,9
Nombre moyen de membres par parti local (arrondi)			
PES	34	40	+6
PS	56	46	-10
PRD	124	107	-17
PDC	142	105	-37
UDC	101	82	-19
Nombre moyen d'actifs par parti local (arrondi)			
PES	15	18	+3
PS	22	18	-4
PRD	39	28	-11
PDC	52	30	-22
UDC	42	27	-15

	1990	2003	différence 1990-2003
Proportion d'actifs par rapport au total des membres (pourcentage)			
PES	69,2	59,1	-10,0
PS	60,5	56,8	-3,7
PRD	48,7	42,0	-6,7
PDC	44,0	43,8	-0,2
UDC	46,0	38,2	-7,8

Exemple de lecture: en 1990, 67,6% des partis écologistes locaux connaissaient le statut de membre. En 2003, ils étaient 72,6%. En 1990, un parti écologiste local avait en moyenne trente-quatre membres, dont quinze étaient des actifs; la proportion d'actifs par rapport au total des membres était chez les Verts de 69,2%.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989-90 et 2002-03.

Concernant le PES, les données qui se rapportent au nombre de membres sont fournies par vingt-huit partis locaux en 1990 et cinquante en 2003. Celles qui se rapportent aux actifs sont fournies par trente-neuf partis en 1990 et de septante et un en 2003. Pour les partis autres que le PES, le nombre de partis locaux s'élève à plusieurs centaines.

Qu'en est-il de l'évolution du *nombre de membres*? Selon les données de 1990, les partis écologistes locaux qui étaient alors en mesure de compter leurs membres comportaient en moyenne trente-quatre personnes. C'est-à-dire trois fois moins que les partis locaux affiliés au PRD, au PDC et à l'UDC. Il faut noter que les Verts sont majoritairement implantés dans des communes de quelque importance, alors que les trois partis gouvernementaux du camp bourgeois recrutent surtout dans les petites communes. Quant aux partis locaux du parti socialiste, ils comptaient en moyenne vingt-deux membres de plus que ceux du PES. Depuis, le nombre moyen de membres est monté jusqu'à quarante chez les Verts, alors qu'il reculait parfois de manière significative dans les autres partis.

Cette augmentation du nombre moyen de membres des partis écologistes locaux ne doit cependant pas inciter à tirer des conclusions erronées. Si les chiffres de 2003 sont plus élevés, c'est parce que des partis locaux comptant de gros effectifs ont entre-temps adhéré aux Verts suisses. Pour les partis locaux ayant participé aux deux enquêtes, les chiffres indiquent plutôt un recul.

Pour le bon fonctionnement d'un parti local, le nombre total des membres n'est pas aussi déterminant que celui des actifs, à savoir toutes

les personnes qui mettent leurs compétences à disposition et s'y investissent d'une manière ou d'une autre. Dans l'ensemble, au dire des responsables des partis, les actifs représentent environ la moitié des membres inscrits. Pour les Verts, les données relevées sont les suivantes: en 2003, un parti local comptait en moyenne dix-huit actifs, c'est-à-dire trois de plus qu'en 1990. Le PS présentait des valeurs similaires, alors que chez les partis bourgeois PRD, PDC et UDC, mieux représentés dans les petites communes, les résultats étaient bien plus élevés.

L'augmentation du nombre d'actifs chez les Verts doit à nouveau être considérée avec prudence. La cause en est une fois de plus de l'adhésion de grandes sections venues renforcer les Verts en cours de route. Si l'on se concentre à nouveau sur les seuls partis locaux ayant pris part aux deux enquêtes, on constate que les actifs sont nettement moins nombreux en 2003 qu'en 1990.

Les chiffres témoignent de cultures d'organisation différentes dans le camp rose-vert et chez les bourgeois. Le PS et les Verts attendent de leurs membres un engagement plus soutenu, en même temps qu'ils leur confèrent un statut plus exclusif. En 1990, les Verts comptaient 70% d'actifs et le PS 60%, alors que cette proportion n'était que de 50% pour les partis bourgeois (PRD, PDC et UDC). En 2003, ces valeurs avaient reculé pour tous les partis, indiquant que le recrutement et la mobilisation étaient devenus plus difficiles. Il n'y a plus désormais que 60% d'actifs chez les Verts, 55% au PS et 40% dans les partis bourgeois³⁸.

Les Verts recrutent auprès des femmes et de la nouvelle classe moyenne

Les Verts se sont toujours fait les champions de l'égalité entre les femmes et les hommes. À défaut de pouvoir concrétiser ce principe dans la société en général, ils l'ont appliqué à l'intérieur du parti. Chez

³⁸ Le recul du pourcentage d'actifs entre 1990 et 2003 est plus net chez les Verts que dans les autres partis car le nombre total des membres y a davantage augmenté que celui des actifs. Dans les autres partis, le pourcentage d'actifs est moindre parce que leur nombre a davantage diminué que celui des membres – qui a cependant lui-même baissé.

eux, les femmes représentent plus de la moitié des actifs, alors qu'au PS, cette proportion n'est que de 40%. Dans les partis bourgeois, seul un militant sur trois est une militante, quand bien même depuis 1990, le nombre de femmes actives a augmenté dans tous les partis locaux à l'exception du PDC (cf. tableau 2).

Tableau 2: Les femmes dans les partis politiques

	1990	2003	Différence
Proportion de femmes par rapport au nombre total des actifs			
PES	47,3	52,1	+4,8
PS	33,4	42,8	+9,4
PRD	29,9	33,2	+3,3
PDC	34,3	34,3	0
UDC	27,9	31,9	+4,0

Exemple de lecture: les femmes représentent 47,3% des actifs du PES.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989/90 et 2002/03.

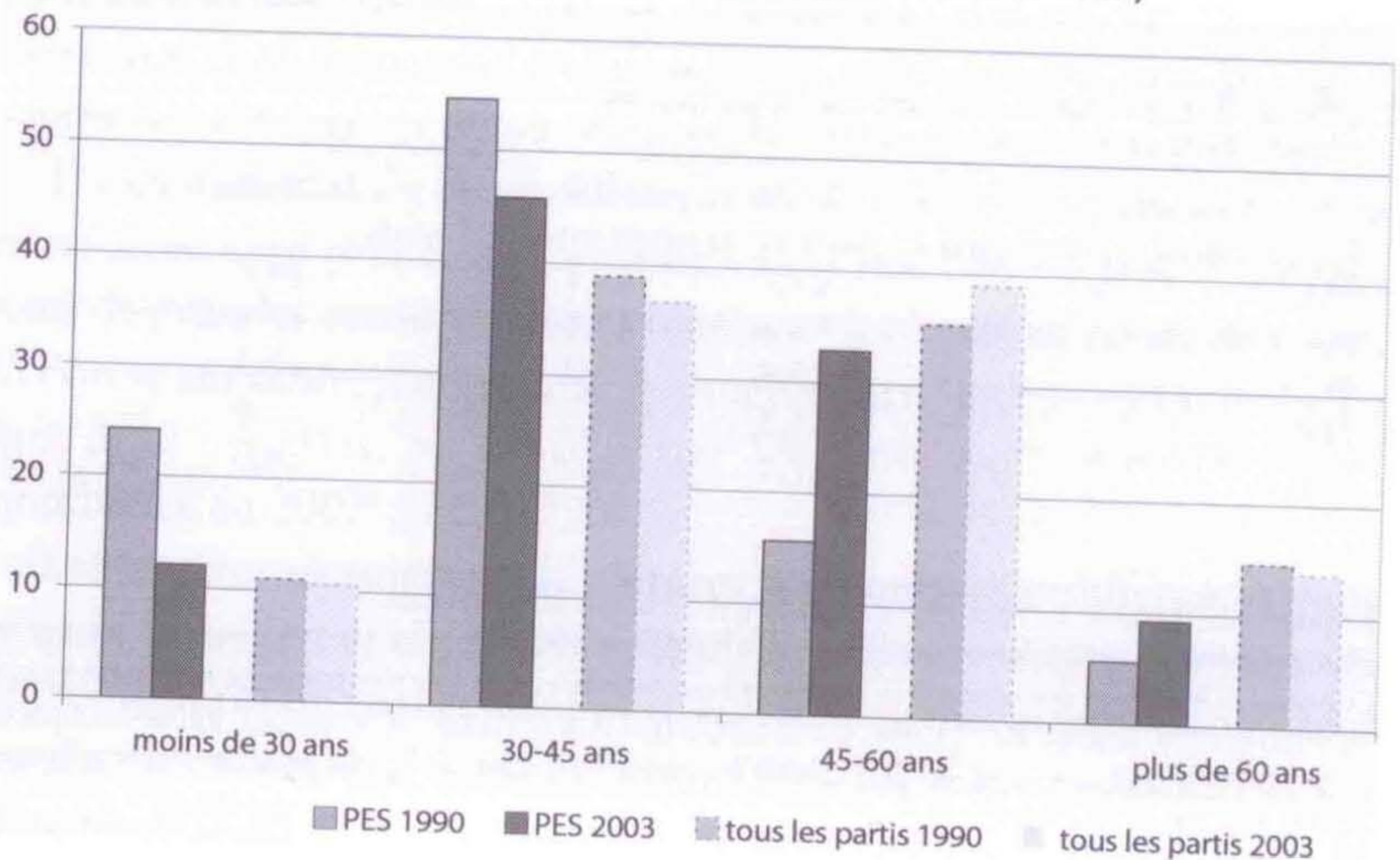
Concernant le PES, les données qui se rapportent aux membres sont fournies par vingt-huit partis locaux en 1990 et cinquante en 2003. Celles qui se rapportent aux actifs sont fournies par trente-neuf partis en 1990 et de septante et un en 2003. Pour les partis autres que le PES, le nombre de partis locaux s'élève à plusieurs centaines.

Les partis écologistes locaux sont plus jeunes que ceux des autres partis. Pas uniquement à cause de leur date de fondation relativement récente, mais aussi par *l'âge de leurs membres*. La plupart des partis écologistes locaux sont apparus dans les années 1980, et existaient depuis en moyenne quatre ans lors de l'enquête de 1990. Treize ans plus tard, cette durée d'existence moyenne se situe autour des quatorze ans. On peut donc en déduire que quelques nouveaux partis locaux sont apparus entre 1990 et 2003, mais que la majorité d'entre eux existaient déjà avant la première enquête. Avec 12% des actifs en 2003, la proportion des moins de trente ans est plus élevée chez les Verts que dans les autres partis, de même que celle des 30–45 ans, qui représentent 46% (cf. graphique 1). Au début des années 1990, la proportion des moins de trente ans était cependant nettement plus élevée, puisqu'ils constituaient 24% des actifs; les 30–45 ans étant eux aussi plus nombreux, avec 55%. Les Verts sont donc le parti qui a le plus vieilli ces dernières

années. Ou, pour le dire autrement: les piliers des sections locales continuent à être des militants de la génération des fondateurs (voir chapitre 3).

Graphique 1: Beaucoup de jeunes actifs

Le profil des Verts en comparaison avec les autres partis (1990 et 2003)



Exemple de lecture: en 1990, 24% des actifs du PES avaient moins de trente ans, en 2003, ils n'étaient plus que 12%.

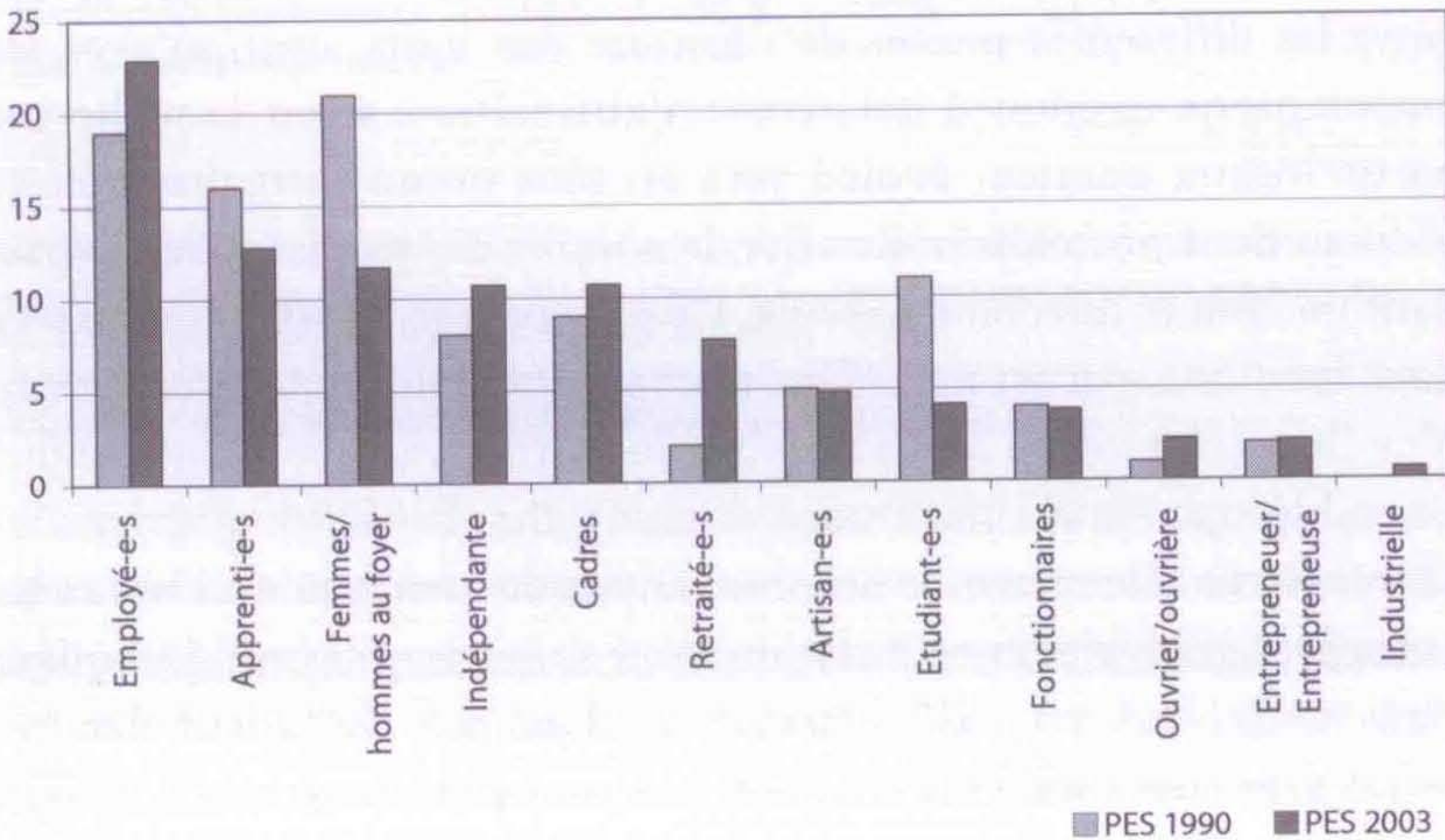
Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989/90 et 2002/03

Les données du PES se basent sur 587 (1990) et 958 (2003) actifs, les données de l'ensemble des partis sur 79'878 (1990) et 37'076 actifs (2003).

Pour ce qui est des *professions* les mieux représentées parmi les actifs du Parti écologiste, on note une surreprésentation des cadres moyens, des indépendants, des enseignants et des étudiants par rapport aux autres partis. Depuis 1990, la proportion d'indépendants et de cadres moyens et supérieurs a augmenté, mais également celle des retraités (cf. graphique 2). Le vieillissement qui caractérise la base active des Verts se reflète donc aussi dans la répartition des professions qui la composent. Cette structure professionnelle tendrait à faire des Verts le parti de la «nouvelle classe moyenne».³⁹

³⁹ Geser et al. 2003: 16.

Graphique 2: Activités professionnelles des Verts (1990–2003)



Exemple de lecture: en 1990, 19% des actifs du Parti écologiste étaient employés. En 2003, ils étaient 23%.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989/90 et 2002/03

Les données du PES se fondent sur trente-sept (1990) et soixante-neuf (2003) partis locaux.

Au final, ces considérations sur les actifs des Verts amènent à constater qu’une certaine normalisation a bel et bien eu lieu. Les Verts sont désormais confrontés aux mêmes problèmes que les autres partis et, par leur structure générationnelle, leur ressemblent de plus en plus. Ils conservent cependant tout de même une particularité importante, la proportion élevée de femmes dans leurs rangs.

Moins d'élan et moins de participation

Les différents aspects de l'organisation d'un parti permettent non seulement déterminer quels sont ses principes de fonctionnement, mais également avec quelle intensité le parti travaille. Tous les partis locaux ne disposent d'un comité directeur ou d'une assemblée générale, et leur organisation peut rester très informelle. Une comparaison entre les différentes phases de l'histoire des Verts ainsi qu'avec les autres partis conduit à relativiser l'affirmation selon laquelle ces partis locaux auraient évolué vers un plus grand formalisme et se seraient donc normalisés. En effet, le nombre des partis locaux possédant un comité directeur a reculé. Ce phénomène a certes été observé dans les autres partis, mais dans une mesure moindre, et à un niveau plus élevé (cf. tableau 3). Le nombre de partis locaux convoquant une assemblée générale a davantage diminué chez les Verts que dans les autres partis. De même, le nombre moyen de membres a baissé et les assemblées générales se réunissent moins souvent qu'avant, indiquant clairement que les partis locaux ont quelque peu perdu leur élan.

Tableau 3: Organisation interne

Les Verts en comparaison avec d'autres partis (1990 et 2003)

	PES		Tous les partis	
	1990	2003	1990	2003
Existence d'un comité directeur (pourcentage)	70,3	63,0	91,9	87,8
Fréquence des séances (moyenne)	7,8	7,3	6,7	5,9
Nombre de membres du bureau (moyenne)	6,4	5,2	8,3	6,7

	PES		Autres partis	
	1990	2003	1990	2003
Existence d'une assemblée de parti (pourcentage)	97,3	85,1	95,3	94,3
Fréquence des convocations (moyenne)	6,6	4,4	4,1	3,2
Nombre de participants aux assemblées (moyenne)	14,0	11,6	27,5	21,3

Exemple de lecture: en 1990, 70,3% des partis écologistes locaux possédaient un comité directeur. Le comité directeur se réunissait 7,8 fois par année et 6,4 personnes prenaient part aux séances.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989/90 et 2002/03

Les données du PES se fondent sur au moins vingt-trois (1990) et quarante-trois (2003) partis locaux (2003), celles de tous les partis sur 2312 (1990) et 2183 (2003) partis locaux.

Lors de leur fondation, les Verts avaient fait de la démocratie participative l'un de leurs chevaux de bataille⁴⁰. Ils tentèrent de rendre la politique plus transparente en instaurant la direction collective, la séparation et la rotation des fonctions et des mandats, les mandats contraignants⁴¹, la prise de décisions en assemblée. Il fallait à tout prix éviter que l'élite ne se sépare de la base.⁴² Depuis les années 1970, des voix se faisaient également entendre dans les autres partis pour réclamer plus de participation de la base⁴³. L'exemple des Verts allemands est là pour rappeler combien cet idéal de démocratie de base est difficile à concilier avec la réalité politique⁴⁴.

Ces efforts de démocratisation des années 1970 et 1980 furent suivis d'un retour du balancier dans les années 1990⁴⁵. Un déplacement d'influence se produisit dans les partis locaux au profit de la direction du parti, de la présidence et des porteurs de mandats. On peut citer au moins deux raisons à cette évolution. D'une part, la «démocratie médiatique»

40 Poguntke 1987

41 On parle de mandats contraignants lorsque les représentant-e-s d'un parti s'engagent à voter selon ses mots d'ordre dans l'organe où ils son élus.

42 Raschke 1993 : 488 sq.

43 Gruner 1977: 308.

44 Entre autres Poguntke 1994.

45 Ladner, 2002, 238.

exige des élites politiques qu'elles réagissent rapidement et de manière stratégique dans des circonstances où il n'est pas toujours possible de s'appuyer sur des décisions de la base. D'autre part, les partis confrontés à la diminution de leurs effectifs ont de plus en plus de peine à maintenir une base active à même de nourrir le processus démocratique. La «liberté opérationnelle» de plus en plus grande dont disposent les états-majors est confirmée par les responsables cantonaux. Ce phénomène touche tous les partis de quelque ampleur, y compris les Verts⁴⁶.

Qu'en est-il aujourd'hui de la démocratie participative chez les Verts? Ceux qui exercent le plus d'influence sont les actifs, suivis par les élus dans les organes législatifs et les membres du bureau. C'est ce que montre notre enquête de 2003 auprès des présidents et des présidentes des partis locaux. L'assemblée des délégués, le président ou la présidente du parti ainsi que les simples membres sont relégués à l'arrière-plan. Ce sont surtout les simples membres qui ont perdu en importance en 2003, alors qu'ils avaient nettement plus de poids en 1990. Les élus tendent à être de plus en plus présents sur le devant de la scène, ce qui vient confirmer une évolution fréquemment observée par les études sur les partis présents dans les exécutifs. Il y a à cet égard relativement peu de différences entre les Verts et les autres partis. Comme le constatait Geser en 1994 déjà, les instances démocratiques qui régissent l'organisation interne du parti écologiste sont sensiblement les mêmes que celles des autres partis, les différents organes et chargés de fonction y exerçant une influence similaire. Cela s'explique par le fait qu'au niveau local – contrairement au niveau cantonal et fédéral – les partis ne présentent pas une grande variété de modèles organisationnels. Les personnes les plus engagées sont également celles qui déterminent l'orientation du parti, que ce soit à travers leurs actions ou parce qu'elles occupent des fonctions dans l'organisation interne.

46 Ladner/Brändle 2001: 255

Une force d'opposition toujours plus à gauche

Le positionnement des Verts sur l'échiquier politique continue à générer des discussions sans fin. Faut-il les situer à la gauche ou à la droite des socialistes? Ou leur particularité est-elle justement de ne pas se laisser enfermer dans le schéma droite-gauche classique? Les réponses obtenues lors de nos enquêtes sont pourtant assez claires sur ce point. Alors qu'en 1990, certains partis écologistes locaux préféreraient ne pas se définir en fonction de la polarité gauche-droite, ces réserves ont disparu en 2003. Durant les treize années couvertes par les deux enquêtes, les Verts ont clairement viré à gauche (cf. tableau 4). Selon les présidents des partis locaux, cette évolution concerne aussi bien les partis cantonaux que le parti national. Plus le niveau politique est élevé, plus le déplacement vers la gauche devient manifeste. Il s'explique avant tout par l'adhésion de nouveaux groupements au parti écologiste entre 1990 et 2003. En effet, si l'on ne considère que les partis locaux ayant participé aux deux enquêtes, le déplacement à gauche est beaucoup moins marqué. Alors qu'en 1990, les Verts se situaient à la droite du PS (partis cantonaux et parti national) ou au même endroit (partis locaux), en 2003, ils se positionnent à tous les niveaux à sa gauche.

Tableau 4 Positionnement politique des Verts et du PS sur l'axe gauche-droite (1990 et 2003)

Echelle gauche-droite: 1 = gauche, 10 = droite

	PES		PS	
	1990	2003	1990	2003
Auto-estimation des partis locaux	3,3	2,9	3,3	3,1
Estimation du parti cantonal	3,5	2,9	3,2	2,8
Estimation du parti national	3,7	2,6	3,2	2,9

Exemple de lecture: en 1990, sur un axe gauche-droite allant de 1 à 10, les partis écologistes locaux se positionnent eux-mêmes à 3,3.

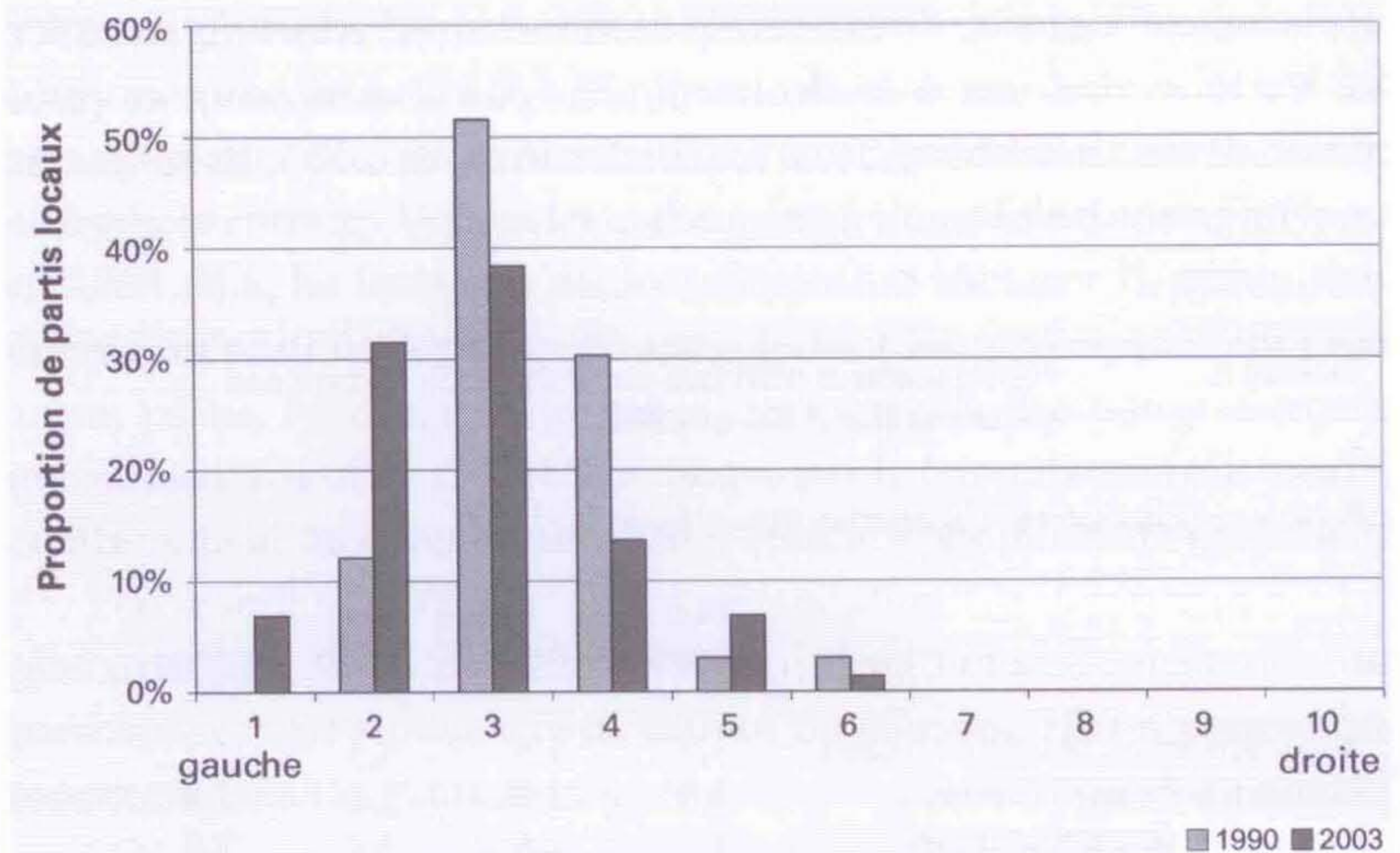
Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux, 1989/89 et 2002/03.

Les données du PES se fondent sur au moins trente-deux (1990) et septante-trois (2003) partis locaux, celles du PS sur au moins cinq cent cinquante-neuf (1990) et cinq cent vingt et un (2003) partis locaux.

Bien entendu, le positionnement des partis locaux diffère selon les cantons, parfois même selon les communes. Le graphique 3 montre la répartition des partis locaux sur l'axe gauche-droite. On voit bien là aussi que les différences sont plus marquées en 2003 et qu'il y a davantage de partis locaux tout à gauche de l'axe.

Les Verts et le PS se différencient avant tout en ce qui concerne la question de leur participation au gouvernement: alors que les Verts se conçoivent comme un parti d'opposition, les sections locales du PS se considèrent beaucoup plus clairement comme un parti gouvernemental (cf. tableau 5). Ce que les faits justifient dans la mesure où la présence des Verts dans un exécutif reste plutôt chose exceptionnelle. Seul un tiers des partis locaux interrogés dispose d'un siège dans un exécutif. L'écart entre PS et Verts est pourtant très faible lorsqu'on aborde les questions écologiques et le rôle que la Suisse devrait jouer à l'étranger (voir chapitre 5.)

Graphique 3: Positionnement des Verts sur l'axe gauche-droite (1990 et 2003)



Exemple de lecture: en 2003, 7% des Verts se situent à l'extrême gauche (position 1)

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux 1989/90 et 2002/03.

Les données du PES se fondent sur trente-deux (1990) et septante-trois (2003) partis locaux.

Tableau 5: Position des Verts et du PS sur l'axe parti gouvernemental – parti d'opposition (2003)

1 = parti gouvernemental, 10 = parti d'opposition

	PES	PS
Auto-estimation des partis locaux	8,0	5,0
Estimation du parti cantonal	7,9	4,8
Estimation du parti national	8,6	4,1

Exemple de lecture: en 2003, les partis écologistes locaux se situaient à 8 sur une échelle de 1 à 10 entre parti gouvernemental et parti d'opposition.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux 1989/90 et 2002/03.

Les données du PES sont basées sur septante et un partis locaux, celles du PS sur cinq cent douze partis locaux.

Par contre, en tenant compte du point de vue des partis locaux sur des *questions politiques concrètes*, on remarque qu'ils ne se sont pas forcément radicalisés durant ces treize années. Si le positionnement sur l'axe gauche-droite a permis de constater un déplacement vers la gauche, les questions politiques concrètes n'amènent pas des réponses foncièrement différentes en 1990 et en 2003. Les points de vue ont peu varié entre ces deux dates pour ce qui est de l'environnement, de l'énergie et de l'égalité hommes-femmes. En matière de finances, de fiscalité et de libéralisme économique, les Verts ne s'opposent plus avec autant de véhémence aux exigences de la place financière suisse. Ils ne militent plus systématiquement contre les baisses d'impôts et ne prennent plus de manière aussi déterminée le parti des salariés. Une explication possible au décalage entre un positionnement plus à gauche et une politique qui ne l'est pas forcément: en raison de la montée en force de l'UDC ces dernières années, c'est semble-t-il tout l'ensemble du système de coordonnées de la politique suisse qui a glissé vers la droite, si bien que les mêmes positions sont aujourd'hui perçues comme étant davantage à gauche.

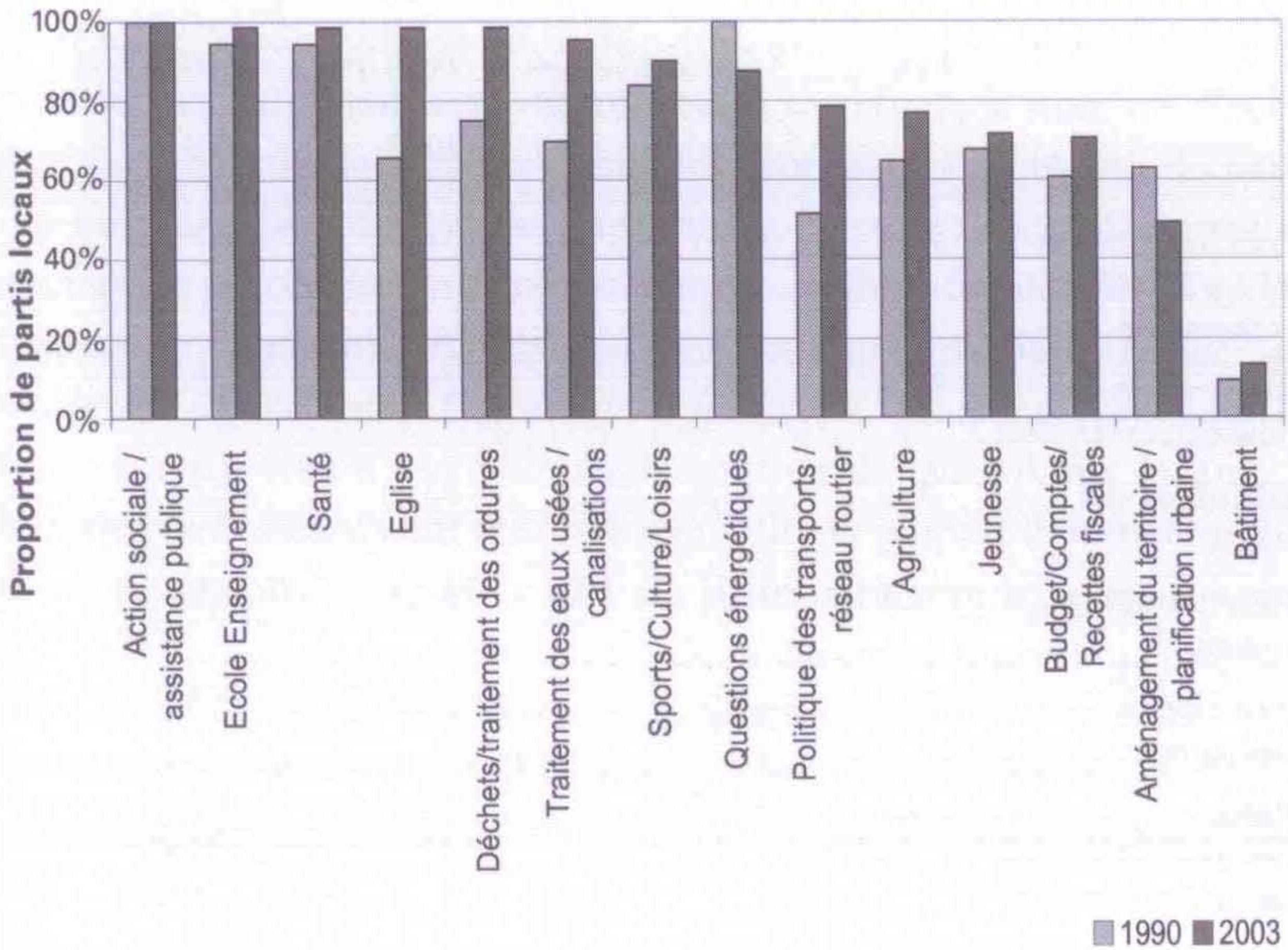
En comparaison avec le PS, les Verts sont nettement plus souvent en faveur d'une Suisse sans armée, pour l'abandon de l'énergie nucléaire, pour les droits politiques des étrangers, pour la prescription contrôlée d'héroïne, pour les études d'impact environnemental, contre une diminution des charges fiscales, contre le renforcement de la sécurité intérieure et contre l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Dans tous ces domaines, le positionnement des Verts à gauche du PS correspond aux options défendues au niveau des contenus.

Les Verts ne sont plus un parti monothématique

Quels sont les thèmes de prédilection des Verts? On ne s'étonnera pas qu'ils se préoccupent davantage que les autres partis de politique énergétique et de politique des transports, de gestion des déchets et d'aménagement du territoire. Mais ils sont également plus engagés sur les questions concernant la jeunesse ou la politique sociale, prouvant par là qu'ils ne sont plus depuis longtemps un parti monothématique. De même, ils se lèvent beaucoup plus souvent que les autres pour défendre les droits politiques. Ils sont par contre moins présents que la moyenne au domaine financier et à la fiscalité.

Sur la durée, on constate que c'est avant tout sur des sujets ne touchant pas directement à l'environnement que les Verts ont élargi leur palette d'engagements. Ils font désormais aussi entendre leur voix sur les questions fiscales ou financières, sur l'éducation ou la protection sociale (voir graphique 4). Ce qui confirme non seulement que les Verts ne sont plus le parti monothématique de leurs débuts, mais qu'ils mettent plus fortement qu'avant l'accent sur les thèmes de gauche.

Les engagements thématiques des Verts (1990 et 2003)



Exemple de lecture: en 1990 et en 2003, tous les partis locaux (100%) ont dit être engagés en faveur de l'action sociale / de l'assistance publique et avoir des activités dans ce domaine.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux 1989/90 et 2002/03.

Les données du PES se fondent sur trente-deux à trente-sept (1990) et soixante-six à septante-trois (2003) partis locaux.

En ce qui concerne leurs modes d'activité, les Verts ne sont pas rentrés dans le rang. À l'encontre des autres partis, les membres des Verts participent volontiers à des actions non conventionnelles pour faire entendre leurs revendications ou manifester leur opposition. Mais ils peuvent également se mobiliser sous des formes plus classiques (tableau 6). Ils s'impliquent davantage qu'avant dans l'organisation de stands et de manifestations – alors que les formes d'expression plus conventionnelles sont au contraire moins appréciées – ce qui pourrait laisser conclure à une radicalisation de la base.

Tableau 6: Engagement envers le parti.
Les Verts en comparaison avec les autres partis (1990 et 2003)

	PES 2003	Changement par rapport à 1990	Tous les partis 2003	Changement par rapport à 1990
Prendre la parole à l'assemblée communale	52,9	+2,9	37,5	+3,2
Recruter de nouveaux membres	34,8	-18,0	25,2	+1,5
Distribuer des tracts	70,8	-16,0	35,3	+4,7
Récolter des signatures	76,1	-4,5	35,2	+1,9
Participer à des stands	71,2	+8,0	32,3	+6,9
Participer à des manifestations de protestation	54,2	+9,8	13,6	+3,6

Exemple de lecture: dans 52,9% des partis écologistes locaux, plus de la moitié des membres sont prêts à prendre la parole à l'assemblée communale, c'est-à-dire 2,9% de plus qu'en 1990.

Source: Ladner, Enquête sur les partis locaux 1989/90 et 2002/03.

Les données du PES se fondent sur au moins soixante-huit partis locaux, les données de tous les partis sur au moins 2445 partis locaux.

Opposition et engagement environnemental, les deux clés d'un succès

Doit-on chercher la cause des succès électoraux des Verts de ces dernières années dans des transformations organisationnelles intervenues à la base du parti? Durant les treize années que couvrent les deux études citées, le mouvement des origines est devenu un parti au sens traditionnel du terme. Un processus de normalisation a eu lieu. Est-ce cette normalisation qui a permis aux Verts de surmonter le passage à vide des années 1990?

Une chose semble claire: les problèmes que connaissent les Verts se posent aussi dans les autres partis. Même dans les partis qui connaissent actuellement la faveur de l'électorat, un refroidissement est sensible à la base. Les partis locaux perdent des membres; le nombre d'actifs recule, et avec lui le nombre d'activités proposées à l'intérieur du parti. La normalisation dont il est question ici n'est pas nécessairement un facteur de succès. Le fonctionnement des sections locales des Verts n'a jamais été tellement différent de celles des autres partis – par exemple en ce qui concerne leur structure d'influence. Mais les Verts sont les seuls à avoir connu une telle augmentation de leurs partis locaux. Si certains de ces partis ont été créés ex nihilo, la plupart d'entre eux sont issus de fusions avec des partis de l'alternative verte, que ce soit à l'échelle cantonale ou communale. Ce phénomène fournit une explication au déplacement des Verts sur la gauche entre 1990 et 2003.

Au premier coup d'œil, il semble que le succès des Verts soit dû à ce même déplacement. Mais il est également possible que les thèmes environnementaux parlent aux électeurs et que ceux-ci apprécient le positionnement des Verts, relativement à l'écart de la ligne de front du Conseil fédéral. En tant que force d'opposition, ils font souffler un vent de changement. Il est cependant possible que de nombreuses électrices et de nombreux électeurs ne réalisent pas vraiment que le parti écologiste est si clairement ancré à gauche. Si cette hypothèse devait se vérifier, les Verts libéraux auraient là un important potentiel de croissance.